



MASTÈRE EUROPÉEN JURISTE D'ENTREPRISE - NIVEAU 7 CEC



Niveau
7 CEC (*Cadre européen des certifications*)



Durée
2 ans



Crédits
120 ECTS



Public visé
Étudiants - demandeurs d'emploi - salariés et professionnels du secteur



Prérequis
Candidats titulaires d'un diplôme de niveau 6 du CEC ou d'un diplôme équivalent à l'obtention de 180 ECTS



Rythme
Initial ou en alternance



Méthodes pédagogiques
Cours théoriques, TD et TP
Études de cas et mises en situations professionnelles
Projets individuels et en groupes

Évaluations professionnelles M1

- Contrôle continu
- QCM (1h30)
- Etude de cas (5h)
- Mémoire et soutenance (1h)

Langue vivante

- Compréhension écrite (1h45)

Évaluations professionnelles M2

- Contrôle continu
- Etude de cas (5h)
- Etude de cas (3h)
- Thèse et soutenance (1h)

Langue vivante

- Compréhension orale (45 min)

La FEDE, en tant que certificateur, est en charge des processus d'évaluation

- Organisation et planification des sessions d'examens
- Elaboration des sujets et des corrigés types
- Contrôle du respect du règlement des examens, de la conformité de leur supervision (respect de l'anonymat, intégrité, confidentialité)
- Evaluation et correction des copies
- Communication des résultats, délivrance des diplômes, suppléments aux diplômes et parchemins

www.fede.education/charte-qualite/

Le Mastère européen juriste d'entreprise, spécialité droit européen et international des affaires, forme des professionnels immédiatement opérationnels. Le juriste d'entreprise protège les intérêts de son organisation en gérant les contrats, les contentieux, et en veillant à la légalité des décisions.

En contexte international, il négocie et rédige en anglais. Associé aux prises de décisions, il évalue les risques et propose des montages juridiques avantageux. Dans une PME, il peut coordonner des avocats extérieurs. Dans un grand groupe, il est souvent rattaché à la direction générale. Ses missions incluent l'analyse, la négociation et la rédaction de contrats, la gestion des contentieux et le conseil en droit des affaires.

OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Mener une veille juridique autonome
- Conseiller juridiquement les différents services d'une entreprise ou organisation
- Maîtriser les techniques de rédactions contractuelles
- Maîtriser les instruments de paiement et de crédit ainsi que les garanties dans un contexte international
- Comprendre et rédiger des contrats internationaux
- Maîtriser le droit international privé des affaires
- Mener des négociations juridiques et rédiger des documents contractuels en langue anglaise

PROGRAMME

EXPERTISE PROFESSIONNELLE (560 À 710H)

Mastère 1

Instruments de paiement/de crédit/de garanties à l'international

Le compte bancaire - Instruments de paiement/crédit - Garanties à l'international

Droit du commerce international

Opérateurs internationaux - Les contrats internationaux

Notions juridiques, méthodologie et veille juridique

Juridictions - Droit des obligations - Droit européen de la concurrence - Veille juridique

Mission professionnelle (≥12 semaines)

Stage en entreprise - Alternance - Emploi salarié

Mastère 2

Droit international privé/modes alternatifs de règlements des différends

Droit international privé - Conflits de juridiction - Conflits de lois - Jugements étrangers

Anglais juridique

Techniques de rédactions contractuelles

Mission professionnelle (≥12 semaines)

Stage en entreprise - Alternance - Emploi salarié

LANGUE VIVANTE (60 À 80H)

LV1 - Niveau B2 du CECRL

Allemand, Anglais, Espagnol, Français, Italien, Portugais

LV2 et LV3 (facultatives)

Allemand, Anglais, Arabe, Chinois, Espagnol, Français, Italien, Portugais

PERSPECTIVES D'EMPLOI

Le juriste d'entreprise peut intervenir dans une PME ou dans un grand groupe, rattaché à la direction générale ou financière, mais aussi auprès d'organisations non marchandes (ONG et/ou Fondations, structures partisanes et militantes), ou encore auprès de bureaux de conseil et d'influence : lobbies, experts, syndicats et regroupements professionnels sectoriels

L'ATOUT FEDE* - DIPLÔME EUROPÉEN

CULTURE ET CITOYENNETÉ EUROPÉENNES (40H)

Les entreprises et les enjeux de la transition écologiques

- Crise climatique et effondrement de la biodiversité : origines et conséquences Le cadre normatif de la transition écologique
- La transition écologique : une réponse aux crises
- Les acteurs de la transition écologique et du développement durable
- Les citoyens en tant qu'agents du changement
- Le rôle des entreprises dans la transition écologique
- Compétences transversales et interdisciplinarité

Évaluations CCE

QCM (1h)

MASTÈRE EUROPÉEN JURISTE D'ENTREPRISE

www.fede.education/nos-diplomes